

LE FIL ROUGE



SOMMAIRE

>> Page 2 : Actualité - L'Education nationale au service du patronat

>> Page 3: International - Visite de Macron au Burkina Faso

>> Page 4 : Évènement - Retour de l'UJR sur le 100ème anniversaire

de la Révolution Russe



EDITO

Code du travail, éducation, assurance chômage, APL... La liste des réformes mises en œuvre par le gouvernement Macron n'en finit pas! Toutes sont des réformes de fond, ultra-libérales. Elles bouleversent les conditions de travail, s'attaquent aux protections collectives et visent à formater toute la société avec un seul objectif: servir le patronat et les grands monopoles, au détriment de la classe ouvrière et de la jeunesse populaire. Universités, centres de formation,

Macron essaie ainsi, par tous les moyens, de donner un visage « jeune » à l'impérialisme français. Mais cela ne changera rien à la réalité et à la nature d'un système fondé sur le pillage des ressources des peuples, sur la domination économique, politique et culturelle qui ne sert que les monopoles et les grandes entreprises. Nos camarades de l'ODJ et la jeunesse populaire au Burkina étaient dans la rue pour dénoncer la visite de Macron et pour dire non à l'impérialisme français et ses alliés.

Dans ce troisième numéro (n°02) de notre journal, nous abordons une question qui touche toute la jeunesse, celle des réformes de l'éducation et de la formation



services publics...: tout doit être géré comme une entreprise! Ces réformes qui condamnent la jeunesse populaire à la précarité à vie sont accompagnées par une politique internationale de plus en plus agressive et réactionnaire. En visite au Burkina Faso, en décembre dernier, Macron, dans son discours à l'université de Ouagadougou, a voulu s'adresser principalement à la jeunesse. Aux jeunes Burkinabè, il a dit : vous n'avez qu'une chose à faire « applaudir les soldats français ». Comme si l'armée française au Sahel n'avait rien à voir avec une intervention impérialiste! Aux jeunes diplômés de France, il dit : allez faire des affaires en Afrique. Comme si les Bolloré, Bouygues et autres prédateurs, ça ne suffisait pas!

professionnelle: pourquoi ces réformes aujourd'hui? Qui les pilote? Quels en sont les objectifs? Nous consacrons un article à la visite de Macron au Burkina Faso, au nouveau visage qu'il essaie de donner à l'impérialisme français et aux résistances de la jeunesse Burkinabè. Nous revenons également sur la participation de l'UJR à la fête du 100ème anniversaire de la révolution d'Octobre organisée par le PCOF à Paris: une intervention dynamique, à laquelle se sont associés des camarades de l'ODJ, et à travers laquelle nous avons voulu exprimer, à notre façon, que nous voulons continuer à dérouler le « fil rouge » de la révolution, de l'internationalisme et de l'anti-impérialisme.

L'ÉDUCATION NATIONALE AU SERVICE DU PATRONAT

L'école de Jules Ferry qui, à la fin du XIXème siècle, instaure l'école gratuite laïque et obligatoire ne s'est pas mise en place uniquement par humanisme. C'est aussi le besoin d'une future main d'œuvre plus instruite et mieux formée, à l'époque de la Révolution industrielle, qui a poussé les classes dominantes à apporter ces reformes. Le système éducatif est au service du capitalisme et épouse ses besoins, pour fabriquer une main d'œuvre qui permette d'engranger toujours plus de profits.

Aujourd'hui, avec le gouvernement Macron au service des riches et des patrons, l'école et l'université sont également visées pour être au service du patronat et des entreprises. Celles-ci ont des besoins en main d'œuvre variés : à la fois des emplois très qualifiés mais aussi des emplois non qualifiés, c'est ce qu'on appelle la polarisation des emplois. Ainsi, le rapport Thélot, datant de 2004, revenait sur la notion de « réussite pour tous » en expliquant que l'on ne doit pas faire croire que c'est l'objectif à réaliser, notamment parce que c'est impossible, mais aussi et surtout parce que c'est inadéquat avec les besoins des entreprises. Pourquoi l'école s'évertuerait-elle donc à perpétuer des valeurs d'égalité, de démocratisation des savoirs si elle est au service d'entreprises qui n'en ont pas besoin ?

UNE SÉRIE DE RÉFORMES QUI PARTICIPENT À LA MÊME LOGIQUE

- * Sous Sarkozy, il y a eu 80 000 suppressions de postes dans l'Éducation nationale. Les conditions de travail se sont aggravées. On observe d'une part le dynamisme démographique de la France et d'autre part des saignées dans le nombre de postes d'enseignants. Il est donc devenu impossible d'élever le niveau des élèves.
- * La suppression des RASED, dispositif d'aide individualisée au sein des écoles primaires qui permettait d'accompagner les élèves en difficulté, n'a fait qu'accentuer l'échec scolaire. * En 2009, la réforme du Bac pro fait éclater le cadre national pour privilégier l'autonomie des établissements, ce qui les met en concurrence et met une pression sur les parents pour choisir le meilleur établissement pour leur enfant.
- * La suppression du BEP au profit du Bac pro en 3 ans engendre des suppressions de postes et des changements de contenus d'enseignement. Le Bac pro en 3 ans fait augmenter le nombre de bacheliers professionnels (il y a environ 700 000 jeunes en lycées pro). Mais la poursuite d'études après un Bac pro s'avère compromise puisque 5 % de jeunes issus des bac pro réussissent ensuite à l'université.

En Juin 2017, une affiche présentée dans le cadre du « Manifeste pour l'éducation » publié par le MEDEF montrait un jeune disant « Si l'école faisait son travail, j'aurais du travail! ». Cette phrase, qui rend responsable les

enseignants et le système scolaire du chômage de masse chez les jeunes, avait provoqué un tollé chez les syndicats de l'éducation, à tel point que le MEDEF avait dû retirer cette campagne de communication! Celle-ci montre comment les patrons comptent sur l'école pour être en phase avec leurs objectifs de rentabilité. Elle rend visible les objectifs du MEDEF à savoir que l'éducation soit uniquement au service des entreprises en formant sa main d'œuvre.

Actuellement, on assiste à une véritable entreprise idéologique pour valoriser l'apprentissage et mettre en avant la mission éducative de l'entreprise pour lui donner un rôle prépondérant. Notons que, selon les statistiques, aujourd'hui, 30 % des jeunes ne vont pas au bout de leur apprentissage.

PARCOURSUP ET LES «ATTENDUS» CONFIRMENT LE PROJET NÉOLIBÉRAL POUR L'ÉDUCATION

Aujourd'hui, à l'université, les conditions d'étude sont telles que seuls 4 étudiants sur 10 passent en 2^e année de licence. Après l'échec du tirage au sort des bacheliers pour accéder à l'université, le gouvernement Macron met en place une sélection qui ne dit pas son nom avec les pré-requis, les fameux « attendus » pour intégrer l'université. Ce système existant en master est généralisé aux licences. En réalité, c'est une sélection sur dossier qui se met en place, en fonction des résultats de chaque élève dans le secondaire. Et cette sélection sera d'autant plus inégalitaire pour les Bacs pro qui avaient déjà des difficultés à entrer en licence, sous prétexte du faible taux de réussite de ceux qui y parvenaient. La réforme du Baccalauréat, qui va renforcer les disparités territoriales entre les établissements, notamment à cause du contrôle continu, est en cohésion totale avec cette sélection à l'université.

L'objectif du gouvernement Macron n'est évidemment pas de mettre en place un projet émancipateur qui permette à tous d'accéder au savoir. On construit des super-universités avec des labels d'excellence selon le classement international de Shangaï. Ces pôles rassemblent des universités existantes en mutualisant les moyens et les effectifs, souvent au détriment de filière peu « compétitives » (sciences humaines, arts...) C'est la suite logique des lois LRU qui mettent en concurrence les universités entre elles, autonomisant les différentes facs, transformant ainsi les Présidents d'université en chefs d'entreprises, imposant des partenariats avec des décideurs économiques qui favorisent des financements privés, ce qui conduit inévitablement à augmenter les frais d'inscription. C'est ainsi que le complexe militaro-industriel est de plus en plus partie prenante du financement des universités. Ce qui n'est pas étonnant dans le contexte de politique

L'éducation nationale au service du patronat, suite

de guerre de l'impérialisme français. Le but, c'est que l'université forme avant tout une main d'œuvre et des cadres pour les besoins de ces grands groupes.

L'Education nationale doit être pour l'émancipation et le savoir pour tous et non pas pour augmenter les profits du patronat!

Ce n'est pas un hasard si toutes les réformes du code du travail (ordonnances Macron) se font en même temps que celles de la formation professionnelle, de l'apprentissage et du baccalauréat. C'est un plan global qui vise à accentuer la politique néolibérale. Ces réformes, en faveur des entreprises

et au détriment des élèves des milieux populaires doivent être combattues. Elles remettent en cause l'idée même d'une école et d'une université accessibles à tous les jeunes, quelle que soit leur origine sociale. L'UJR, dans sa plateforme datant de novembre 2012, revendique « Le droit pour tous les jeunes à une éducation de qualité, réellement gratuite et laïque, débarrassée des préceptes néolibéraux ».

L'UJR a pris part à ces luttes, aux côtés des lycéens, étudiants, enseignants dès le 1er février en répondant à l'appel pour une « université ouverte ». Nous appelons également tous les jeunes révoltés par ces reformes et cette logique à nous rejoindre dans la rue, dans les prochaines mobilisations.

LE VISAGE «JEUNE» DE PÉRIALISME FRANÇAIS

Les changements de méthode de la politique de Macron ne se limitent pas au niveau national mais s'étendent également au niveau international. Les contradictions entre les puissances impérialistes rendent la situation de l'impérialisme français de plus en plus difficile. Cela nécessite un changement de méthode pour maintenir les zones d'influences actuelles et essayer de gagner de nouveaux marchés.

Alors que, dès les premiers jours de son élection, Macron avait tenu à visiter la base militaire de l'armée française au Mali pour signifier qu'il entendait assumer la continuité des politiques de l'impérialisme français en Afrique, il a voulu, dans sa dernière visite au Burkina, fin novembre 2017, faire croire que la « Françafrique » c'est fini!

Dans son discours à l'université de Ouagadougou, Macron a voulu s'adresser à la jeunesse de deux pays en demandant aux jeunes bukinabè d'applaudir les soldats français (!!) et en incitant les jeunes diplomés de France à aller faire des affaires en Afrique.

Le lien que Macron fait entre les jeunes au Burkina et les jeunes en France est très significatif. L'esprit paternaliste, arrogant de son discours qui donne l'impression d'un chef d'entreprise qui s'adresse à ses employés nous rappelle également ses discours arrogants envers les jeunes, les ouvriers et les couches populaires en France : « il faut des jeunes français qui aient envie de devenir milliardaires » et les jeunes qui n'ont pas les moyens de continuer leurs études et d'intégrer des écoles « élitistes » n'ont qu'à s'engager dans l'armée ou travailler plus pour « acheter des costards ».

Macron essaie, par tous les moyens, de donner un visage « jeune » à l'impérialisme français. Mais cela ne changera rien à la réalité et à la nature d'un système fondé sur le pillage des ressources des peuples, sur la domination économique, politique et culturelle qui ne sert que les monopoles et les grandes entreprises.

DES JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ANTI-IMPÉRIALISTES EN LUTTE

Des jeunes révolutionnaires dont nos camarades de l'ODJ, des syndicats, des partis politiques ont manifesté contre la visite de Macron à Ouagadougou et pour dire non à la présence des bases militaires et au franc CFA l'outil de domination économique de l'impérialisme français en Afrique.

Le 2 décembre 2017, l'ODJ a organisé, à Ouagadougou, la deuxième édition des journées anti-impérialistes. Dans une lettre adressée par l'UJR aux camarades de l'ODJ à l'occasion de cette journée, nous écrivons : « Nous suivons avec un grand intérêt les mobilisations des milliers de jeunes burkinabè qui sont sortis dans les rues pour dénoncer l'impérialisme français et pour revendiquer le dégagement de l'armée française du Burkina. Cette jeunesse exemplaire qui s'est battue pour chasser Blaise Comparé en novembre 2014, nous donne de la force pour développer notre lutte ici et pour agrandir la conscience révolutionnaire et anti-impérialiste ».

Nous insistons aujourd'hui sur le lien entre nos luttes. Nous, jeunes révolutionnaires dans les deux pays, nous combattons le même système capitaliste impérialiste. Combattre les politiques de Macron, son idéologie « managériale » et ses réformes qui imposent la précarité à vie aux jeunes populaires, combattre la politique de querre de l'impérialisme français qui s'engage dans des querres au service des grands monopoles contre les peuples en Afrique et au Moyen-Orient est un combat essentiel que l'UJR tient à mener en solidarité avec l'ODJ.

Vive la solidarité internationale des peuples! À bas l'impérialisme français!

L'UJR AU 100ème ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE



C'est avec enthousiasme que nous avons répondu présents à l'invitation du PCOF pour la fête organisée à l'occasion du centenaire de la Révolution d'octobre 1917. Nous avons choisi d'intervenir en mettant en scène nos slogans et nos revendications, toutes les luttes que nous soutenons et l'avenir pour lequel nous nous battons.

L'intervention été collective, combative avec un contenu digne d'une organisation révolutionnaire, anti-impérialiste et internationaliste.

« NOUS SOMMES ANTIFASCISTES,

NOUS SOMMES ANTI-IMPERIALISTES,

NOUS SOMMES INTERNATIONALISTES,

NOUS SOMMES ANTI-CAPITALISTES.

NOUS SOMMES RÉVOLUTIONNAIRES,

NOUS SOMMES I'UJR, I'UNION DES JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES >>

Tous les militants et sympathisants de l'UJR sur la scène ont scandé ces slogans avec force et détermination. Nous avons pu nous exprimer sur le caractère de l'UJR, son historique et ses activités. Nous sommes le fil rouge qui relie aux générations précédentes ceux qui, aujourd'hui, ne veulent rien lâcher du combat pour un changement radical de société.

A notre table, on pouvait notamment trouver le journal de l'UJR, le *Fil Rouge* ainsi qu'un badge réalisé pour cet anniversaire. Tous deux ont été largement demandés et appréciés. Des discussions pour mieux nous connaître mais également sur des sujets plus pointus ont rythmé cette après-midi.

À la fin de l'intervention, nous avons lu un poème écrit pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre par Hendy, l'un de nos militants.

A L'HEURE OÙ J'ÉCRIS

A l'heure où j'écris, la Société, Telle que nous la connaissons, se meurt, Dans l'égoïsme et la cupidité, Dans l'individualisme sans valeur.

Le monde dans lequel nous survivons, Tentons de vivre tant bien que mal, Une conscience vit, se travaille, Celle amenant à la Révolution.

Partout, les Peuples parlant du Grand Soir, Relatant les révoltes de l'Histoire, Voulant combattre l'inégalité, Pour assouvir la soif d'Égalité.

Afin de parvenir à cette faim, L'acte est sans appel : la lutte de classe ! Le combat sera la première phase, Celle déjà menée par nos anciens :

A Paris, les Communards en colère, En Russie, scandant « paix, pain et la terre » Ceux d'Espagne, criant « ¡ No pasaran ! » ; Tous chantèrent l'Internationale.

La jeunesse d'hier et d'aujourd'hui, Qui bâtit chaque jour l'avenir, Qui dans chaque pays prépare demain, Pour en arriver au genre humain.

POUR NOUS CONTACTER



UJR France



contact@ujr-fr.org



ujr-fr.org